

susceptibles de s'associer à une telle plateforme. Nous laissons de côté ici le caractère fondamentalement réactionnaire d'une lutte pour « l'indépendance nationale » dans un pays impérialiste, fût-il en déclin avancé. Pour cette politique, le P.C.F. recherche toutes les occasions possibles de se manifester, que ce soit à l'occasion de la ratification du Plan Schuman, préconisant l'entente avec les patrons hostiles à ce plan, ou que ce soit à l'occasion de la venue d'Adenauer à Paris, contre lequel il organise une manifestation de rue.

Mais la politique de pression sur la bourgeoisie implique pour avoir une certaine efficacité une mobilisation des travailleurs. Plus la situation internationale et nationale se tend, et plus une mobilisation des travailleurs exige, pour être réellement effectuée, un gauchissement de la politique qui, par ses conséquences, va à l'encontre des objectifs fondamentaux de la politique du Kremlin et de la direction du P.C.F. C'est cela qui met les dirigeants stalinien dans une position très délicate, et qui explique leurs hésitations à lancer de grands mouvements. La C.G.T. a fait des propositions d'unité d'action aux autres centrales syndicales (qui ont pratiquement répondu négativement), mais la direction de la C.G.T. est loin de propulser une campagne pour l'unité d'action comparable à, disons, la campagne pour la signature de l'appel de Stockholm. Les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. décident de convoquer un grand meeting pour soutenir les peuples nord-africains dans leur revendication d'indépendance contre l'impérialisme français, puis reculent devant l'interdiction gouvernementale de ce meeting, parce qu'ayant une politique de pression sur la bourgeoisie et non une politique de renversement du régime, ils sont pratiquement incapables de trouver une solution pour ce qui pouvait devenir une épreuve de force limitée.

Comment cela se répercute-t-il dans le P.C.F. ? On peut constater que ce qui préoccupe les stalinien à présent, c'est moins l'état intérieur de leur parti que leurs rapports avec les masses. Ils font des efforts, qui se sont montrés infructueux, pour remonter la diffusion de leur presse. Les propositions d'unité d'action de la C.G.T., bien que faites avec une prudence extraordinaire, sont un des aspects de cette recherche de meilleurs rapports avec les masses. On voit à présent s'esquisser un tournant vers l'unité d'action sur le plan politique avec les socialistes ; il s'agirait de s'adresser aux organisations socialistes, vraisemblablement pendant une certaine période aux organismes inférieurs (sections et fédérations). Une telle politique, même menée de façon timorée, aurait des répercussions importantes. La presse bourgeoise a montré beaucoup d'inquiétude lorsqu'à l'élection de la municipalité de Lorient, les socialistes ont assuré la nomination d'un maire communiste. Ce n'est qu'un cas isolé — qui va à l'encontre de ce qui est devenu la ré-

gle depuis 4 ans — mais c'est un fait très symptomatique.

Nous pouvons enfin constater que ce parti est, dans son cadre bureaucratique et avec des formes bureaucratiques, travaillé par des problèmes politiques importants. La question de la jeunesse est une des plus décisives pour lui après celle des syndicats. Or son organisation de jeunes, l'U.J.R.F. (Union de la Jeunesse Républicaine de France) est dans un état désastreux qui est l'objet de discussions importantes aux plus hauts sommets du P.C.F. Car tout récemment, *France Nouvelle*, l'organe destiné aux militants ayant des fonctions dans leur parti ou dans les organisations contrôlées par celui-ci, pour leur donner chaque semaine des instructions, du matériel de propagande et d'agitation, et des conseils sur tous les problèmes politiques et organisationnels, a consacré deux forts longs articles de deux membres du B.P., dont le secrétaire d'organisation Lecœur, à une polémique contre les idées sur la question des jeunes d'un membre du C.C., Garaudy, ancien député, et qui avait des fonctions très responsables parmi les intellectuels. On apprend que Garaudy a remis deux lettres à la direction du parti. De ces deux lettres, on ne connaît que les extraits cités par ceux qui le combattent. Si on rassemble ces extraits disséminés et si on essaie de les mettre dans un ordre qui présume une certaine logique dans la pensée de celui qui les a écrites, on aboutit à ceci — qui n'est pas nécessairement la ligne défendue par Garaudy, mais qui ne doit pas s'en éloigner considérablement :

« Nous ne sommes parvenus à organiser qu'une très faible partie des jeunes que nous influençons. »

En mars 1945, les Jeunesses communistes se transformaient en U.J.R.F.

« Pour ma part, écrit Garaudy, j'ai considéré à cette époque et je considère aujourd'hui encore que la création de l'U.J.R.F. a été une décision absolument juste. »

« L'esprit national avait, pour un temps, pris le pas sur l'esprit de classe. Et cela avait permis d'organiser de larges masses populaires en de grands mouvements d'unité tels que le Front National. »

Tout en disant que pour la classe ouvrière « l'esprit de classe et l'esprit national coïncident naturellement », Garaudy trouve qu'en 1951 :

« L'esprit national a cessé de passer avant l'esprit de classe. L'esprit de classe a repris le dessus. »

« Tout se passe dans l'U.J.R.F. comme si l'on avait maintenu la fiction que rien n'a changé depuis 1945. Et les mots sont vidés de leur sens : si l'on parle de la République en dehors des perspectives de la lutte ouvrière et du Parti, on crée une terrible confusion... Pas un jeune ne se battra pour une République incarnée par Edouard Herriot ou Vincent Auriol. »

« L'U.J.R.F. a oscillé et flotté. »

« Pour marquer le tournant, pour soulever l'enthousiasme, il faut que le nom corresponde au contenu. Il ne faut pas